

2 Débats

Brevet fédéral en IA: Huawei entre par la grande porte

OPINION

La Suisse manque de spécialistes en IA. Et pour toutes les personnes qui rêvent d'une nouvelle carrière, les opportunités professionnelles semblent sans limites. Fort de ce constat, l'association ICT-Formation professionnelle Suisse, qui rassemble les spécialistes des technologies de l'information et de la communication, a annoncé vouloir lancer un nouveau brevet fédéral en la matière. Le directeur de l'association, Serge Frech, souhaite apporter «de la sérénité sur le marché de la formation continue, actuellement inondé d'offres non formelles».

Si l'objectif est la sérénité, le partenariat avec l'entreprise chinoise Huawei apparaît comme un choix étrange, ainsi que l'a déjà souligné *Le Temps* (30.08.2024). Le communiqué de presse vante ainsi les qualités de l'entreprise, son engagement pour la formation en IA et les retours sur investissement prévus pour la Suisse et les futurs diplômés.

L'intégration des représentants de l'industrie dans le domaine de la formation professionnelle n'a rien de nouveau en Suisse et il est souhaitable qu'un brevet fédéral réponde à des besoins identifiés dans les entreprises. Mais intégrer le géant technologique chinois dans le domaine de l'IA pose un double problème.

Premièrement, Huawei est une entreprise dont les liens avec le gouvernement chinois sont au centre de nombreuses controverses. Dans le modèle chinois d'économie sous contrôle de l'Etat, une entreprise de cette

taille et de cette importance ne peut sortir de l'orbite des autorités. En mai 2023, le Conseil national avait d'ailleurs débattu de nombreux points critiques sur Huawei en matière d'infrastructure 5G. De nombreux pays ont pris des mesures drastiques contre cette entreprise.

Deuxièmement, le domaine de l'IA n'est pas comparable à d'autres domaines d'activités industrielles et économiques. En effet, l'IA est au cœur de tensions géostratégiques majeures. Mais il faut aller plus loin: les outils d'IA ne sont pas comparables à des machines-outils conventionnelles. Par leur nature et les valeurs qu'ils portent dans leur conception, les outils d'IA véhiculent une vision du monde, explicitée ou non.

En Suisse comme en Europe, l'ambition de renforcer la souveraineté numérique est devenue un sujet politique majeur. La décision de l'association ICT-Formation professionnelle Suisse va à l'opposé de cette réflexion sur la capacité de contrôle et d'action autonome. Les dépendances technologiques et commerciales

sont d'ores et déjà légion, mais il semble ici qu'on accepte de les augmenter. Mais alors, pourquoi cet arrangement? Parfois, tout est simple. Comme l'écrit l'association, «Huawei Switzerland a largement contribué au lancement du projet en apportant une contribution financière».

Soutenir nos start-up, ce n'est pas seulement leur offrir des subventions ou des espaces de coworking

Mais peut-être est-ce un mauvais procès: Huawei Switzerland n'est pas Huawei en Chine, les rapports avec l'Etat chinois ne sont que des spéculations, et de toute façon l'entreprise n'aura pas d'exclusivité dans la définition

de ce futur brevet fédéral. Soit. Mais cela ne répond en rien à la véritable question qui fâche: n'y avait-il pas des acteurs solides en Suisse pour travailler à ce projet?

On vante la qualité de l'écosystème technologique suisse, entre start-up, PME et grandes entreprises. S'y ajoutent des instituts de recherche ambitieux. A Martigny, l'IDIAP est un institut de recherche pionnier dans le domaine depuis plus de trente ans. Par ailleurs, l'EPFL a récemment inauguré un nouveau centre dédié à l'IA, conçu pour devenir un hub mondial dans ce secteur. D'autres institutions comme la HES-SO sont également en première ligne pour former la prochaine génération de spécialistes en intelligence artificielle.

Pourquoi, dans ce cas, ne pas miser sur ces talents locaux? Comment réconcilier ce choix et les discours sur l'importance de l'écosystème suisse, le soutien aux start-up et l'innovation locale? Soutenir nos start-up, ce n'est pas seulement leur offrir des subventions ou des espaces de coworking, c'est aussi leur donner une chance pour des projets nationaux d'envergure pour former la relève professionnelle. Plutôt que de dépendre de partenariats étrangers potentiellement risqués, misons sur nos propres forces et encourageons l'innovation locale. La protection de notre savoir-faire, de nos données et de notre souveraineté numérique en dépend. ■



JOHAN ROCHEL
FONDATEUR D'ETHIX, LABORATOIRE D'ÉTHIQUE DE L'INNOVATION



JOHANN RODUIT
FONDATEUR DE CONEXKT, STUDIO D'INNOVATION BASÉ À SION

Sur Gaza, la politique israélienne est-elle à un tournant?

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La population israélienne se dresse contre la poursuite de la guerre dans une ampleur qui rappelle les manifestations contre le démantèlement des pouvoirs de la Cour suprême l'an dernier. Cependant la police réagit plus durement, avec l'aide de colons partisans de la politique gouvernementale. A l'heure où nous écrivons, le succès de la grève générale déclenchée par la Histadrout – la centrale syndicale contrôlée par le Likoud – en appui au cessez-le-feu n'est pas encore mesurable. Ces mouvements marquent-ils un tournant au sein d'un pays profondément divisé mais unanimement révolté par le sort réservé aux otages détenus par le Hamas, au lendemain de l'assassinat de sang-froid et à bout portant de six d'entre eux?

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement israélien a donné le coup de grâce aux négociations en cours avec le Hamas sur le cessez-le-feu et l'échange d'otages contre des prisonniers palestiniens. Contrairement à ce qu'il avait dit au secrétaire d'Etat américain Antony Blinken quelques heures plus tôt, le premier ministre Netanyahu a fait adopter en Conseil des ministres la décision de ne pas évacuer le corridor dit «Philadelphie» au sud de Gaza, en dépit des avertissements du ministre de la Défense, Yoav Gallant: vous condamnez à mort les otages dont la libération devrait être la seule priorité, s'est-il exclamé. L'armée estime que sa présence sur cette frontière internationale, contraire à l'accord de paix avec l'Egypte, n'est pas nécessaire: seules des raisons politiques sont invoquées par le gouvernement pour la maintenir, peut-être dans l'attente du résultat des élections américaines.

La pression de l'opinion publique suffira-t-elle à pousser le gouvernement à changer de politique? Ou se heurtera-t-elle à la détermination inflexible de Netanyahu d'éradiquer le Hamas, objectif mal défini et irréalisable selon la plupart des experts? Onze mois après le massacre du 7 octobre, il est frappant de voir que les responsables de l'effondrement de l'armée et des services de renseignement sont encore tous en place. Ils auraient dû prendre leurs responsabilités et s'en aller, aussi bien à l'échelon politique que dans l'armée ou les services, dit le général Noam Tibon, ancien commandant du secteur nord, qui fut l'un des héros du 7 octobre et qui a servi sous les ordres d'Ariel Sharon qu'il admire. La guerre de Gaza est une faute comparable à celles des guerres au Liban: ni la destruction ni l'occupation n'ont de valeur du point de vue militaire. Des attaques structurées sur les cibles du Hamas auraient suffi à Gaza. L'armée israélienne a pour tradition de ne pas abandonner ses blessés: la libération des otages aurait dû être prioritaire, mais les manœuvres politiques ont remplacé la morale, ajoute-t-il.

C'est une tache noire sur Israël. De plus, il fallait commencer les opérations par le sud et remonter vers le nord, sans couper la bande de Gaza en deux avec la ligne de Netzarim. Mais maintenant il est urgent de mettre fin à l'opération de Gaza. La menace venant du Liban est autrement dangereuse. L'armée israélienne est trop petite pour mener une guerre sur deux fronts, elle doit se préparer et se concentrer au nord du pays. Selon le général Tibon, elle aurait besoin de trois divisions supplémentaires, d'où l'importance de recruter des soldats parmi la population ultraorthodoxe du pays. Il ajoute: il est absurde d'avoir déplacé 150 000 habitants, forcés de quitter la Galilée, au lieu de les protéger. Ce n'est jamais arrivé dans l'histoire d'Israël.

S'étant préparé à la guerre sur ce terrain, Israël doit réunir la coalition anti-iranienne car c'est bien l'Iran qui est le maître du jeu. Il faut en revenir à la résolution 1701 du Conseil de sécurité – démantèlement du secteur au sud du Litani, soit par la voie diplomatique soit par la force. Certes, le prix à payer pour rassembler des pays tels que l'Egypte, la Jordanie, les Etats du Golfe implique la solution du problème palestinien: dès que la sécurité d'Israël sera rétablie, il conviendra en effet de résoudre la question palestinienne, conclut le général Tibon qui s'exprimait lors d'un webinaire à l'Université de Haïfa. ■

Quelle aide publique au développement, dans un monde instable?

OPINION

Lutte contre la pauvreté et développement durable dans un monde instable (guerres, climat, crise alimentaire...): ce sont les objectifs à long terme du Conseil fédéral pour la coopération internationale 2025-2028, dont le budget de 11,27 milliards passe au parlement en septembre dans un contexte tendu: la proposition du Conseil fédéral de consacrer 1,5 milliard de ce crédit global à l'Ukraine au détriment de la coopération avec les pays du Sud est critiquée en procédure de consultation. Et le Conseil des Etats choque en proposant de prélever 2 milliards de francs supplémentaires au profit du budget militaire.

Car la stratégie suisse proposée confirme quatre zones d'action pertinentes: développement humain (sauver des vies, accès aux services de base...); développement économique durable (création d'emplois, soutien aux PME...); climat et environnement (accès à l'eau, gestion durable des ressources...); paix et gouvernance (résoudre les conflits, Etat de droit...)

Et le montant de la coopération suisse stagne depuis des années: il va se monter à 0,42% du revenu national brut pour la période 2025-2028 (avec les frais d'asile en Suisse) contre 0,45% en 2017. Bien loin de l'engagement de 0,70% adopté en 1970 par les pays industrialisés aux Nations unies, objectif atteint par la Norvège, la Suède, le Danemark. Le faible endettement de la Suisse entame sa crédibilité. Et la coopération sert aussi les intérêts de la Suisse: sécurité, exportations, migrations réglées...

Un autre enjeu motive l'augmentation des ressources: en 2017, tous les Etats membres de l'ONU – dont la Suisse – se sont fixé 17 «objectifs de développement durable» (ODD) à atteindre d'ici à 2030: élimination de la faim et de la pauvreté, accès à l'éducation, à l'eau potable (4,4 milliards de personnes n'y ont pas accès), égalité des sexes, lutte contre le changement



MARIO CARERA
EX-DIRECTEUR DU BUREAU DE LA DIRECTION SUISSE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION EN PALESTINE, 2004-2009

Seules des réformes de gouvernance nationale et globale peuvent donner un espoir durable aux populations pauvres

climatique, réduction des inégalités, etc. L'évaluation de l'ONU à mi-parcours révèle «une stagnation alarmante des progrès mondiaux». Sans changement, «seulement un tiers des pays du monde réduiront de moitié la pauvreté nationale d'ici à 2030».

Le rapport onusien formule trois priorités: augmentation des ressources financières avec une réforme de l'architecture financière mondiale; paix et sécurité: 120 millions de personnes sont actuellement déplacées dans le monde; investissements dans les pays et secteurs en transition (énergie, alimentation, numérique, etc.)

Bien qu'elle affronte des défis globaux, la stratégie de coopération du Conseil fédéral se montre très discrète sur la corruption endémique dans de nombreux pays, «une préoccupation centrale de la Suisse» lit-on, mais que fait-on concrètement? Elle reste aussi muette sur la place financière suisse qui

accueille le quart des actifs transfrontaliers mondiaux, ou sur les fuites illicites des capitaux (deux fois supérieures à l'aide publique en Afrique), l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Alors que la Suisse est l'une des principales plaques tournantes du négoce de matières premières: 35% du pétrole qui s'échange sur le marché globalisé est acheté et vendu à Genève, les deux tiers du commerce international des métaux de base (cuivre, zinc, alu...) ont lieu en Suisse (Zoug, Genève); la Suisse est première importatrice mondiale d'or, via des pays de transit (Royaume-Uni, Etats-Unis, Emirats...) sans connaître les pays de provenance. Et ce négoce couvre des vastes centres de production, d'extraction qui sont loin de respecter les normes environnementales, les droits humains (travail des enfants, par exemple), ou la transparence fiscale. La réforme de la loi sur les douanes passe aussi au parlement, l'occasion d'assurer la traçabilité.

Seules des réformes de gouvernance nationale et globale peuvent donner un espoir durable aux populations pauvres, en Suisse par exemple par le renforcement des contrôles/sanctions dans la loi sur le blanchiment d'argent, par une nouvelle initiative pour des multinationales responsables. Au niveau international, l'idée d'une taxation des milliardaires progresse: à l'initiative du Brésil, elle a fait l'objet d'une étude et d'un premier débat parmi les ministres des Finances du G20. Une taxe minimale de 2% sur la fortune de 3000 personnes milliardaires rapporterait 250 milliards de dollars par an, sept fois l'aide au développement en Afrique subsaharienne. Plusieurs pays européens – la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique – soutiennent l'idée, pas la Suisse: pourquoi?

Il reste à souhaiter que le parlement fédéral accepte ce crédit de 11,27 milliards de francs et thématise les priorités et défis globaux. Une question de crédibilité et de cohérence. ■